



Rexecode

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME / TPE

Baromètre trimestriel

Février 2023

Focus

Salaires, prix et problématiques énergétiques

Principaux résultats

Trésorerie

La situation de trésorerie des PME / TPE se détériore quelque peu : à -18, l'indicateur relatif à la situation actuelle perd 2 points pour s'établir à un niveau un peu inférieur à sa moyenne historique (-14 sur 2017-2022). **En revanche, alors que les difficultés d'approvisionnement s'atténuent, l'indicateur relatif à la trésorerie des 3 prochains mois s'améliore légèrement, restant toutefois nettement sous sa moyenne de longue période.**

Investissement

Les intentions d'investissement se redressent ce trimestre. 56 % des dirigeants de PME / TPE comptent investir ou ont investi en 2023, une proportion en hausse sur le trimestre (49 % au T4 2022, pour l'année 2022) mais en baisse sur un an (59 % au T1 2022). À -4, l'indicateur relatif aux montants investis est en hausse sur le trimestre (+10 pts) mais en baisse sur un an (-10 pts), et reste nettement sous la moyenne observée avant crise sanitaire (+7 sur 2017-T4 2019). **Le renouvellement et/ou la modernisation des équipements et installations sont, toujours de loin, les principales destinations des dépenses d'investissement.** Le motif environnemental demeure la troisième raison invoquée, en hausse de 3 points sur le trimestre (cité par 42 % des dirigeants).

Accès au crédit

Les dirigeants font part de conditions d'accès au crédit qui restent favorables s'agissant du financement de la trésorerie. Alors que les hausses de taux ont déjà été fortes, l'accès au crédit se durcirait en revanche un peu plus s'agissant des projets d'investissement. La part de dirigeants de PME / TPE qui déclarent rencontrer des difficultés de financement de leur exploitation courante perd deux points, à 16 %, en-dessous des niveaux observés avant la pandémie. La proportion de dirigeants signalant des difficultés de financement de leurs investissements est en hausse, à 20 %, une proportion supérieure à sa moyenne de long terme (17 %).

Freins à la croissance

Les contraintes de production sont en léger repli. Les difficultés de recrutement restent de loin le premier frein à la bonne marche de leur entreprise. 57 % de dirigeants de PME/TPE, les citent comme tel. Cette proportion est toutefois en baisse de 2 pts sur le trimestre mais identique à son niveau atteint début 2022. **Également en baisse ce trimestre, les coûts et les prix trop élevés restent en deuxième position** (41 % des dirigeants, soit -2 points sur le trimestre mais +9 points sur un an). Par ailleurs, **la part des dirigeants déclarant que les difficultés d'approvisionnement (prix, délais de livraison, etc.) affecte leur activité recule sensiblement ce trimestre** (-11 pts, à 56 %). **Les contraintes liées au niveau de la demande continuent pour leur part à prendre de l'importance.**

Focus Prix-salaires et énergie

Les perspectives de revalorisation salariale ont été revues en hausse ce trimestre pour 2023. 72 % des dirigeants prévoient d'augmenter le salaire de leurs collaborateurs cette année (+8 points par rapport à octobre). En comparaison, ils étaient 76 % à déclarer avoir augmenté les salaires en 2022 lors de l'interrogation d'octobre. **L'évolution salariale moyenne dans les PME/TPE** (comprenant celles ne prévoyant pas d'augmenter les salaires) **serait de +3,5 % cette année** (contre +3,9 % déclaré en 2022).

61 % des dirigeants envisagent d'augmenter leurs prix de vente en 2023 (-1 point par rapport à octobre). **La hausse moyenne** (comprenant les PME / TPE ne prévoyant pas de hausse de prix) **serait de +4,3 %** (contre +5,0 % déclaré en 2022).

En 2022, 55 % des TPE/PME ont acheté leur électricité à un prix identique à celui de 2021. En 2023, elles sont 76 % à s'attendre à payer un prix unitaire moyen de l'électricité supérieur à celui de 2022. Pour un tiers d'entre elles, cette hausse serait supérieure à 15 %. Les dispositifs d'aide sont largement méconnus.

48 % des PME / TPE anticipent une dégradation de leur marge nette cette année. Cette proportion est en hausse de 14 points par rapport à il y a un an pour 2022.

Focus PGE

Parmi les PME / TPE ayant répondu à l'enquête et ayant souscrit un Prêt Garanti par l'État, **66 % l'ont utilisé en grande partie voire en totalité** (contre 63 % en octobre et 52 % il y a un an). **16 % des PME / TPE ont déjà remboursé leur prêt en intégralité ou comptent le faire d'ici la fin de l'année.** Une large majorité (77 %) pensent en revanche l'amortir sur plusieurs années. 7 % redoutent ne pas être en mesure de pouvoir le rembourser (-2 points).

SOMMAIRE

01. Résultats de l'enquête

02. Focus – Salaires, prix et problématiques énergétiques

03. Focus – Point sur le Prêt Garanti par l'État

04. Méthodologie

05. Bpifrance Le Lab, Rexecode

01.

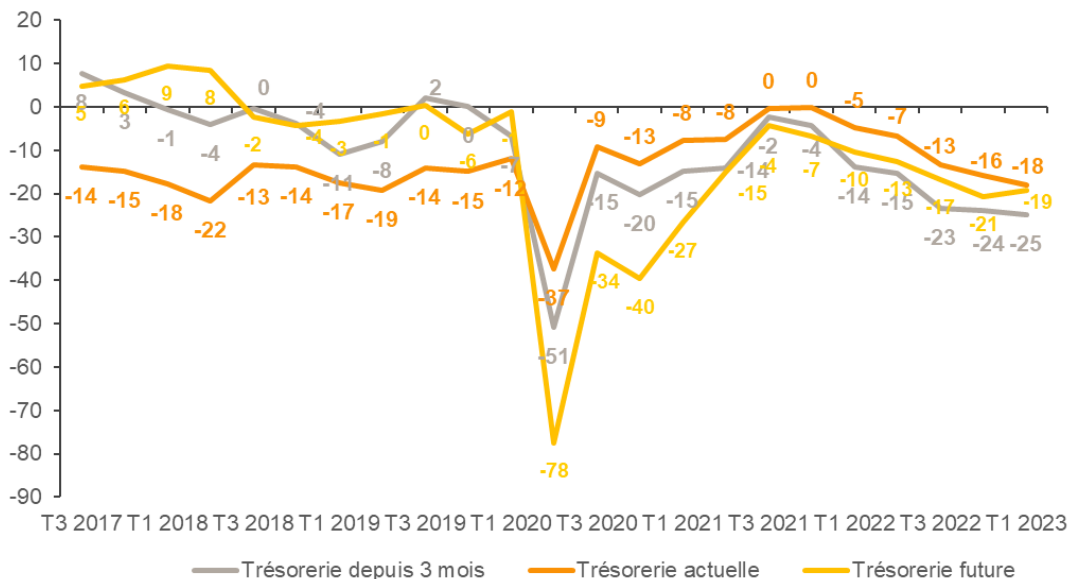
Résultats de l'enquête





- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation

Solde d'opinion (%)



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le solde d'opinion des dirigeants de PME / TPE sur la situation de trésorerie des trois derniers mois est, comme au trimestre précédent, quasiment stable (-1 point à -25), mais largement sous sa moyenne de longue période (-10 sur 2017-2022). 35 % des dirigeants indiquent qu'elle s'est dégradée tandis que 10 % mentionnent une amélioration.

L'appréciation de la situation actuelle de trésorerie des PME / TPE se détériore légèrement (-2 points à -18) pour s'établir à un niveau un peu inférieur à sa moyenne historique (-14 sur 2017-2022).

Cependant, l'indicateur d'évolution de la trésorerie sur les trois prochains mois s'améliore quelque peu, après 5 trimestres de baisses consécutives: l'indicateur gagne 2 points à -19, mais reste nettement sous sa moyenne de long terme (-11 sur 2017-2022).

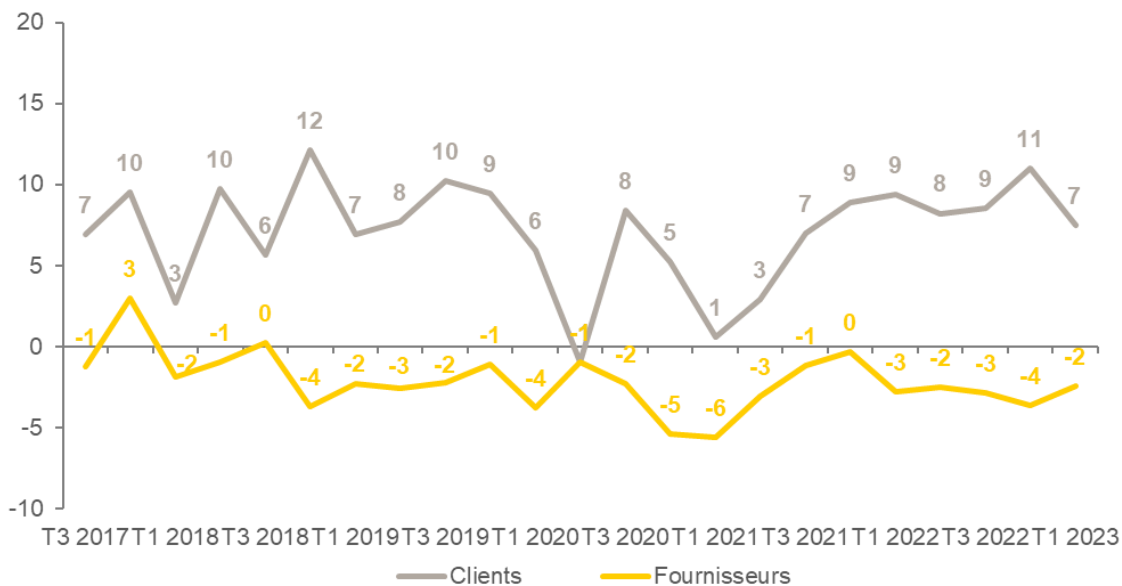
👉 Dans un contexte de détente du côté des approvisionnements (cf. p.12), les dirigeants de PME / TPE apparaissent un peu moins inquiets quant à l'évolution à venir de leur trésorerie, même si celle-ci s'avère plus tendue que d'ordinaire.

Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?
en augmentation / stables / en recul

Solde d'opinion (%)



Après avoir augmenté au trimestre précédent, le solde d'opinion relatif aux délais de paiements des clients diminue sensiblement (- 4 points). À l'inverse, celui relatif aux fournisseurs gagne deux points sur le trimestre.

👉 Le solde d'opinion sur les délais de paiement des clients a reculé et celui relatif aux fournisseurs a augmenté. Ainsi, le « solde commercial »* subi par les PME/TPE s'améliorerait.

Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

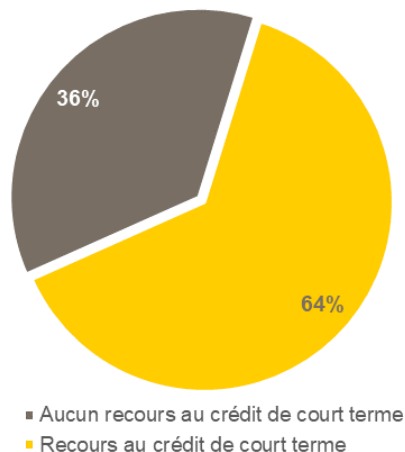
Financement de l'exploitation courante



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

La part des PME / TPE qui ont recours au crédit pour financer leur exploitation courante gagne **1 point ce trimestre** : 64 % d'entre elles ont fait appel à un organisme de crédit pour financer leur trésorerie, soit un niveau toujours nettement inférieur à sa moyenne d'avant pandémie (73 % sur la période T1 2017 – T4 2019).

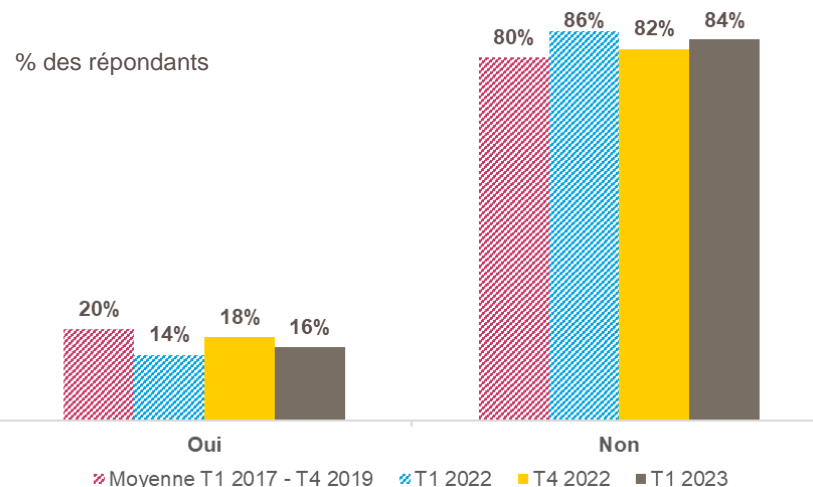
% des répondants



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, **16 % des entreprises déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant**. Cette proportion baisse de deux points sur le trimestre mais est en hausse de deux points sur un an. Elle reste cependant plus faible que la moyenne d'avant pandémie observée pour cet indicateur (20 %).

👉 Selon la Banque de France, le taux d'obtention de crédits de trésorerie a augmenté au T4 2022 après avoir reculé au T3, et s'établit à un niveau jugé élevé*.



Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

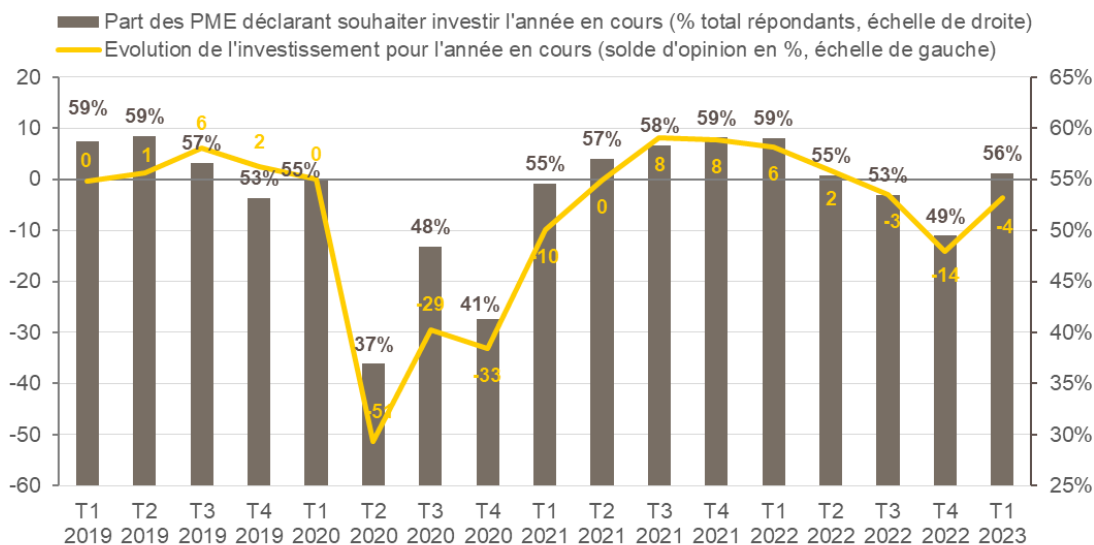
Investissement (1/2)



- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non
- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ? En hausse / Stables / En baisse

Solde d'opinion (%)

% répondants



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au 1^{er} trimestre 2023, 56 % des dirigeants de PME / TPE comptent investir en 2023, une proportion en baisse sur un an (59 % au T1 2022, pour l'année 2022) mais en hausse sur le trimestre (49 % au T4 2022, pour l'année 2022), et retrouvant son niveau moyen de long terme.

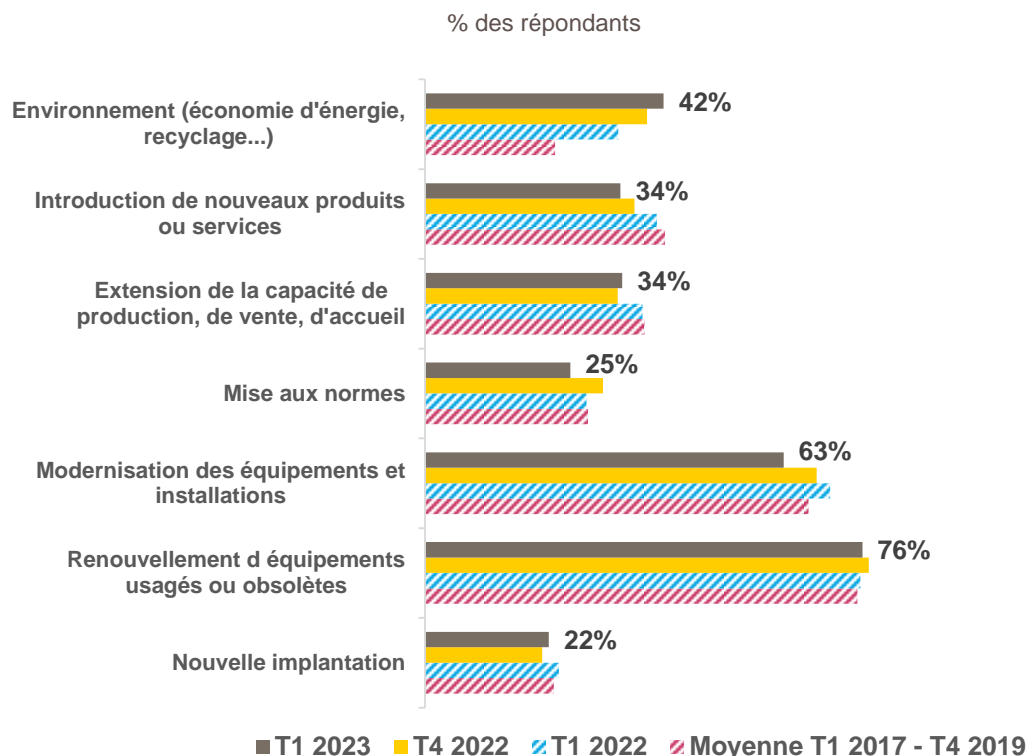
La part des dirigeants de PME / TPE qui estiment que leurs dépenses d'investissement seront en hausse cette année (26 %) perd 4 points sur un an mais en gagne 7 sur le trimestre, restant légèrement sous sa moyenne de longue période. Les dirigeants sont un peu plus nombreux à prévoir une baisse de leurs dépenses d'investissement (30 %, soit +7 points sur un an mais -3 points sur le trimestre).

Si le solde d'opinion quant à l'évolution des montants investis reste négatif (-4) et en baisse sur un an (-10 points), il est en franche hausse sur le trimestre (+10 points). Il reste néanmoins sous la moyenne observée avant crise sanitaire (+7 sur la période T1 2017-T4 2019).

Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?



Base : Répondants comptant investir en 2023
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Comme habituellement, le renouvellement et/ou la modernisation des équipements et installations sont, de loin, les principales destinations des dépenses d'investissement. La part des dirigeants de PME / TPE qui citent le renouvellement d'équipements usagés ou obsolètes est quasi-stable sur le trimestre (76 %), alors que celle de ceux évoquant la modernisation est en baisse (à 63 %, un niveau plus faible que celui observé en moyenne historique – 68 % en moyenne sur 2017-2022).

Le motif environnemental (qui inclut l'objectif d'économie d'énergie) est la troisième raison invoquée et marque une hausse ce trimestre. 42 % des chefs d'entreprise le citent comme une motivation de l'investissement (+3 points sur le trimestre) soit une proportion qui reste largement au-dessus de sa moyenne historique de 25%, dans un contexte de tensions sur les prix énergétiques.

Viennent ensuite l'introduction de nouveaux produits ou services et l'extension de la capacité de production (cités chacun par 34 % des dirigeants, des proportions en baisse sur un an de respectivement 6 et 4 points).

Les objectifs de mise aux normes et de nouvelle implantation sont évoqués par environ un quart des dirigeants ce trimestre.

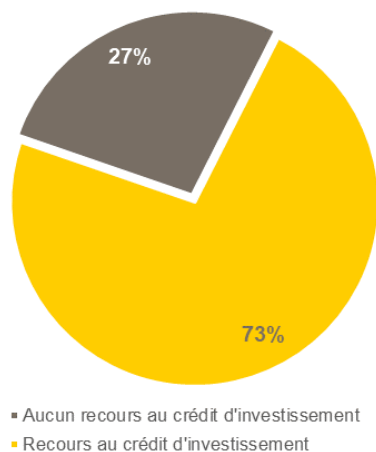
Financement des investissements



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

73 % des dirigeants de PME / TPE ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2023 ou l'ayant déjà fait auraient recours au crédit pour financer leurs investissements, une proportion en baisse de 6 points ce trimestre, et nettement inférieure à sa moyenne pré-Covid (82 %).

% des répondants

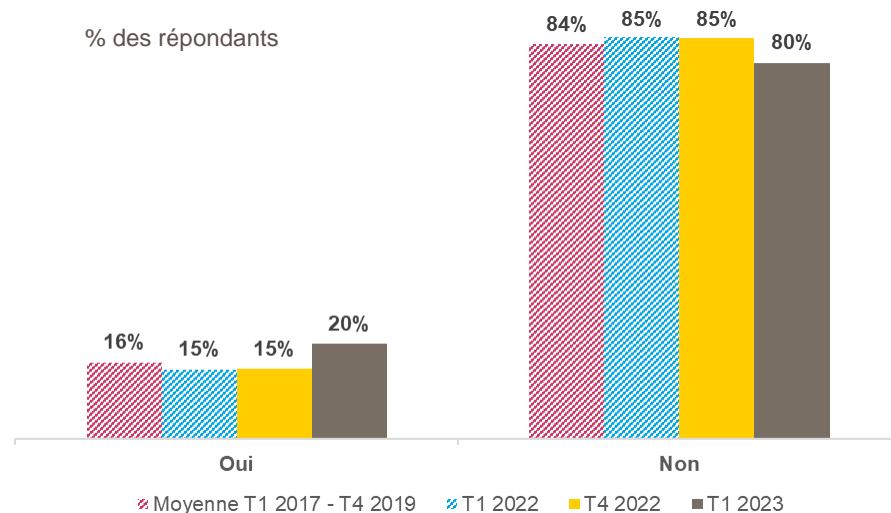


Base : Répondants comptant investir en 2023
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi eux, **20 % signalent des difficultés pour financer leurs investissements par les banques et les établissements de crédit.** Cette proportion est en hausse sensible par rapport au trimestre précédent (+5 points) et supérieure à sa moyenne de long terme (17 %).

👉 L'enquête trimestrielle auprès des banques sur la distribution du crédit (BLS)* fait également part d'un durcissement des conditions d'octroi de crédit par les banques françaises au 4^e trimestre 2022.

% des répondants



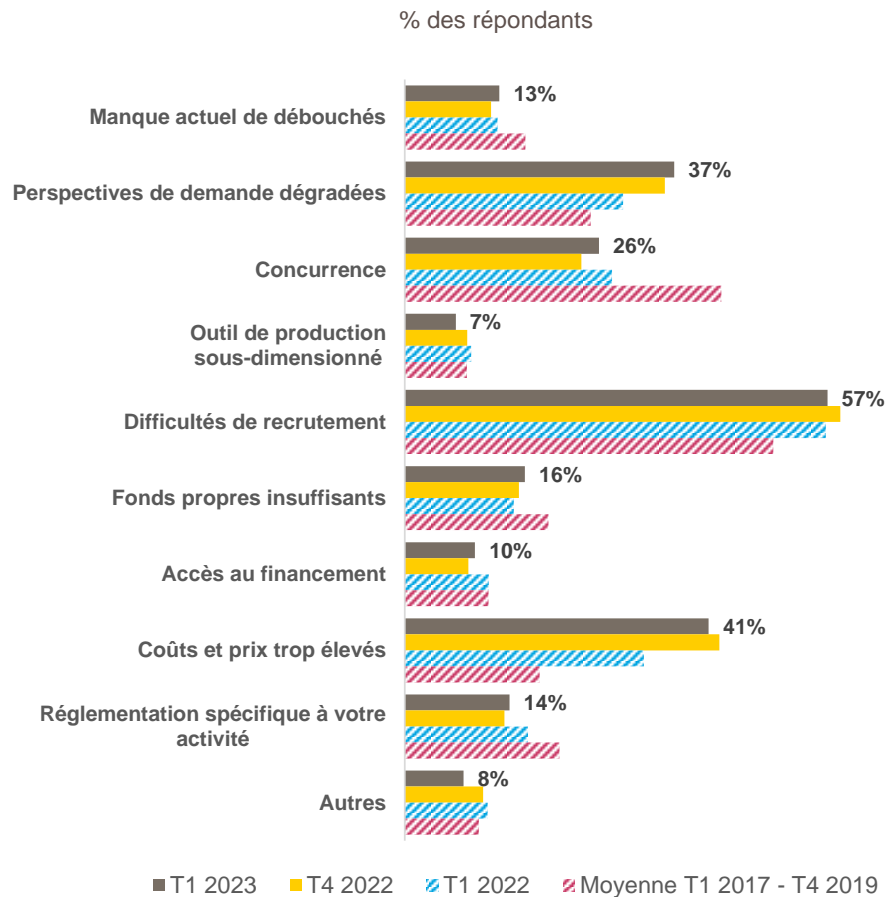
Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2023
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

*Voir « [The euro area bank lending survey – Fourth quarter of 2022](#) », BCE

Freins à la croissance (1/2)



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



Les difficultés de recrutement restent de loin la première préoccupation des dirigeants de PME / TPE.

57 % d'entre eux les citent comme un frein à la bonne marche de leur entreprise. Cette proportion se replie de 2 points sur un trimestre. Elle est identique à son niveau relevé un an plus tôt.

Les coûts et les prix trop élevés restent en deuxième position,

cités par 41 % des dirigeants de PME / TPE (-2 points sur le trimestre et +9 points sur un an). Afin d'éviter une forte détérioration de leur marge nette, les dirigeants seraient nombreux à répercuter ces hausses de coût sur leurs prix de vente (cf. focus p.15).

Les contraintes de demande se font à nouveau un peu plus mordantes.

Les perspectives de demande dégradées pèsent sur le développement de l'activité selon 37 % des dirigeants (+2 points sur un trimestre et +7 sur un an). Le manque de débouchés est légèrement plus évoqué ce trimestre (par 13 % d'entre eux, +1 point).

Le niveau de la concurrence est légèrement plus cité ce trimestre, par 26 % des dirigeants des PME /TPE, une proportion en hausse de 2 points. La part des chefs d'entreprise qui mentionnent la réglementation spécifique à leur activité comme frein diminue de 3 points sur un an. Elle est citée par 14 % d'entre eux.

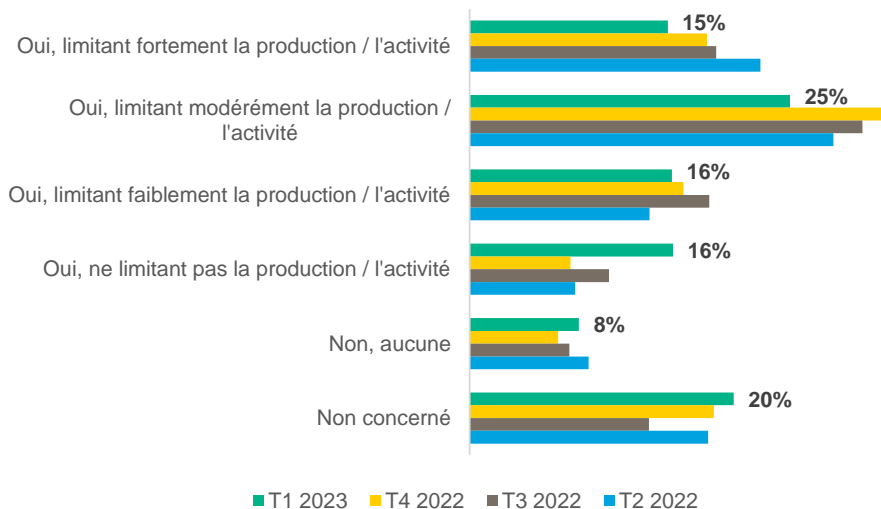
Freins à la croissance (2/2)



- Êtes-vous confrontés à des difficultés d'approvisionnement (hausse de prix des intrants, hausse du coût du transport, allongement des délais de livraison, pénuries, etc.) ?
- Depuis 3 mois, comment ont évolué ces difficultés d'approvisionnement ?
- A quel horizon pensez-vous que ces difficultés d'approvisionnement vont se résorber ?

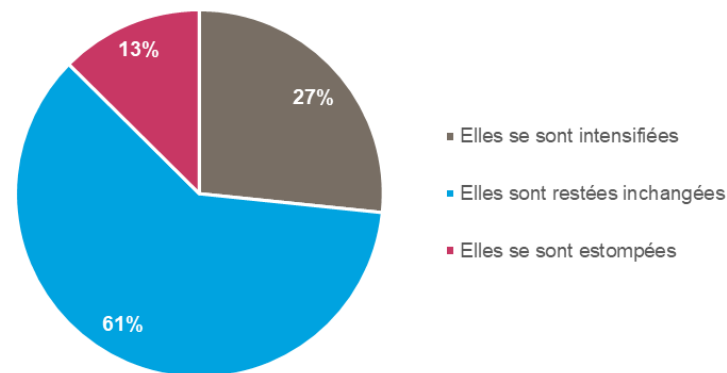
71 % des répondants font face à des difficultés d'approvisionnement, soit 3 points de moins qu'au trimestre précédent. 8 % n'y sont pas confrontés et 20 % (soit 1 point de plus que le trimestre précédent) se disent non concernés par ces difficultés spécifiques.

La part des PME / TPE jugeant que ces difficultés affectent leur activité est en forte baisse à 56 % (-11 points). La part de celles jugeant qu'elles limitent fortement leur activité recule de trois points à 15 %.



Parmi les dirigeants confrontés à des difficultés d'approvisionnement, **61 % considèrent qu'elles sont restées inchangées ces trois derniers mois, une proportion en nette hausse par rapport au trimestre précédent (+16 points).** La part de ceux qui considèrent qu'elles se sont intensifiées chute de 20 points à 27 %. 13 % signalent un relâchement des difficultés d'approvisionnement au cours des 3 derniers mois.

Les dirigeants s'attendent à ce que ces difficultés se poursuivent : 42 % d'entre eux pensent qu'elles ne se résorberont pas avant au moins 1 an. 33 % des dirigeants anticipent à l'inverse leur résorption d'ici 1 an. Des proportions quasi stables sur le trimestre. 25 % des dirigeants sont dans l'incertitude.

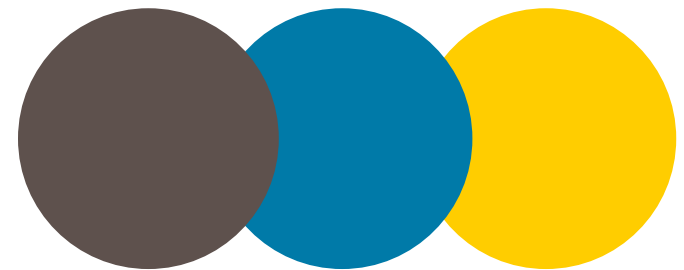


Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Base : Répondants ayant rencontré des difficultés d'approvisionnement (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

02.

Focus – Salaires, prix et problématiques énergétiques

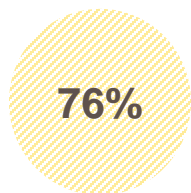


Salaires, prix et problématiques énergétiques (1/6)



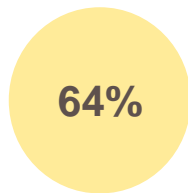
- Avez-vous ou envisagez-vous d'augmenter les salaires (hors primes, intéressement, etc.) de vos collaborateurs en 2023 ?
- Si oui, quelle sera approximativement l'augmentation moyenne de salaire que vous accorderez à vos collaborateurs en 2023 ?
- L'augmentation de salaire accordée sera-t-elle... ? Supérieure / Identique / Inférieure à 2022

Part des dirigeants ayant augmenté les salaires en 2022

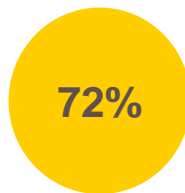


Octobre 2022

Part des dirigeants prévoyant d'augmenter les salaires en 2023



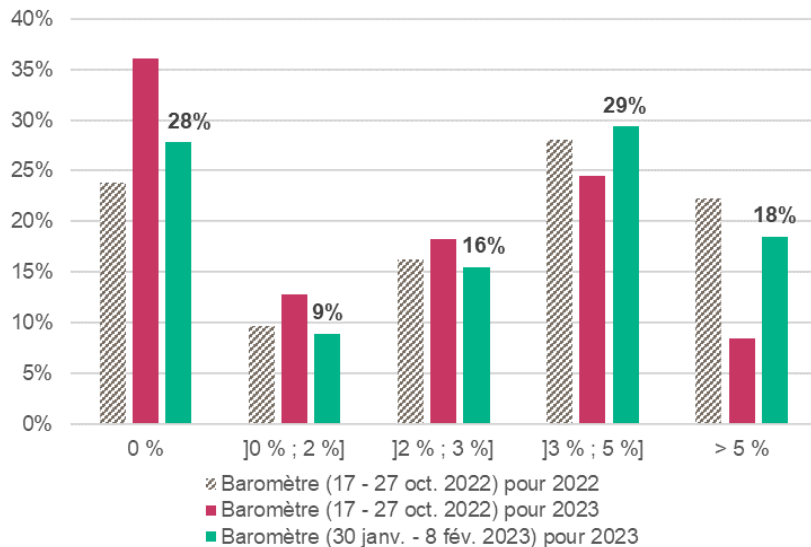
Octobre 2022



Février 2023

72 % des dirigeants prévoient d'augmenter le salaire de leurs collaborateurs en 2023. Cette proportion est en hausse de 8 points par rapport à octobre dernier. En comparaison, ils étaient 76 %* à déclarer avoir augmenté les salaires en 2022. Les PME d'au moins 10 salariés sont plus nombreuses à envisager d'augmenter les salaires cette année (81 % d'entre elles l'envisagent contre 70 % pour les TPE de 1 à 9 salariés).

Augmentation des salaires prévue en 2023



L'évolution salariale moyenne au sein des PME/TPE, qu'elles aient prévu d'augmenter ou non les salaires de leur collaborateurs, serait de +3,5 % en 2023** (contre +3,9 % de hausse moyenne déclarée pour l'année 2022), soit davantage qu'anticipé en octobre dernier (+2,6 %). En particulier, près de la moitié des dirigeants (48 %) prévoient des augmentations salariales pour 2023 supérieures à 3 %, soit 15 points de plus qu'il y a 3 mois. Parmi eux, 18 % tablent sur une hausse moyenne de plus de 5 % (contre 8 % en fin d'année).

Pour 43 % des dirigeants prévoyant d'augmenter le salaire de leurs collaborateurs cette année, la hausse serait supérieure à celle de 2022 alors que pour 20 % d'entre eux elle serait moindre.

Salaires, prix et problématiques énergétiques (2/6)



- En moyenne sur l'année 2023, diriez-vous que vos prix de vente seront, par rapport à vos prix moyens pratiqués en 2022 ?
En hausse de ... / Stables / En baisse de ...
- L'augmentation de vos prix de vente sera-t-elle... ? Supérieure / Identique / Inférieure à 2022

Part des dirigeants ayant augmenté leurs prix de vente en 2022 **Part des dirigeants prévoyant d'augmenter leurs prix de vente en 2023**



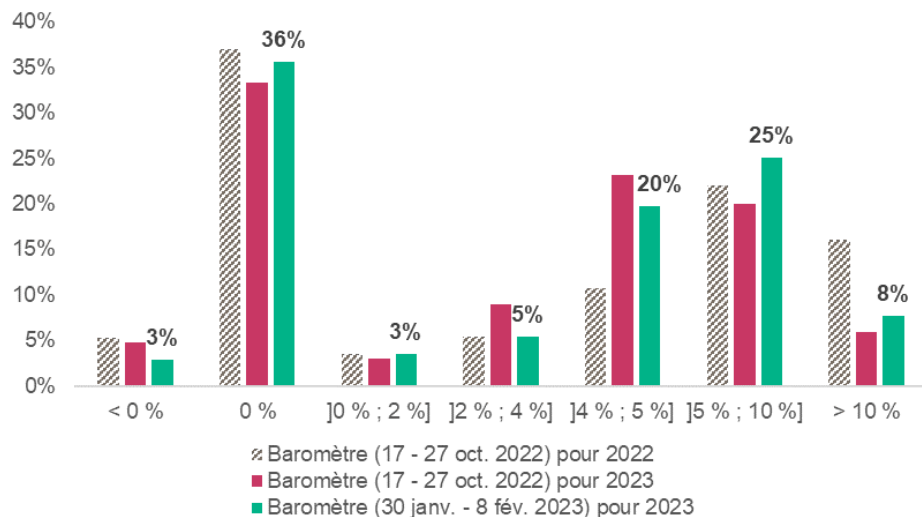
61 % des dirigeants prévoient d'augmenter leurs prix de vente en 2023 (contre 58 % déclarant l'avoir fait en 2022*). Cette proportion est quasi stable par rapport au trimestre précédent. 36 % prévoient de maintenir leurs prix inchangés et 3 % de les baisser. À noter que les PME/TPE tablant sur une hausse du prix de l'électricité de plus de 15 % en 2023 (cf. page 16) sont 65 % à anticiper une hausse de leurs prix de vente.

66 % des PME / TPE rencontrant des difficultés d'approvisionnement prévoient d'augmenter leurs prix de vente en 2023 contre 50 % pour celles ne déclarant pas de difficultés pour s'approvisionner (cette dernière part était de 20 % en octobre pour 2022). Les hausses de prix ne sont donc plus l'apanage de seules entreprises souffrant de tensions sur leurs approvisionnements et se généralisent.

L'augmentation moyenne des prix anticipée pour 2023, qui tient compte des dirigeants ne prévoyant pas de hausse de leurs prix de vente, est de +4,3 %**, soit plus que prévu au trimestre précédent pour la même année (+3,8 %). En particulier, un tiers des dirigeants prévoient pour 2023 une hausse supérieure de 5 % de leurs prix de vente et 8 % une hausse supérieure à 10 %.

Pour les dirigeants prévoyant d'appliquer une hausse sur leur prix de vente cette année, celle-ci serait supérieure à celle de 2022 pour 60 % d'entre eux. Seuls 10 % pensent qu'elle sera inférieure.

Évolution des prix de vente prévue en 2023

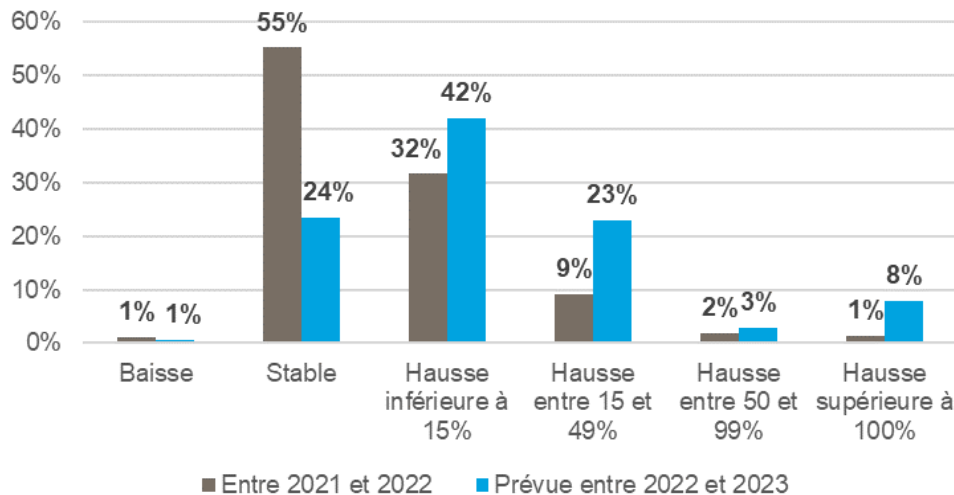


Salaires, prix et problématiques énergétiques (3/6)



- Quelle a été l'évolution en 2022 par rapport à 2021 du prix unitaire* moyen auquel votre entreprise a acheté son électricité ?
- Et selon vous, quelle sera son évolution en 2023 par rapport à 2022 ?

Évolution du prix unitaire moyen auquel les entreprises ont acheté / vont acheter leur électricité



Les PME / TPE ont été relativement peu affectées par la hausse du prix de l'électricité l'an passé. En revanche, elles seraient en très large majorité concernées par les hausses de prix à l'achat cette année.

En 2022, la majeure partie des PME / TPE (55 %) déclarent avoir acheté leur électricité à un prix identique à celui de 2021. Pour un tiers d'entre elles, la hausse aurait été inférieure à 15 %. Une hausse supérieure ou égale à 15 % n'aurait concerné que 12 % des PME / TPE.

En 2023, les trois quarts des PME / TPE s'attendent à payer un prix unitaire moyen de l'électricité supérieur à celui de 2022. Cette hausse serait supérieure ou égale à 15 % pour un peu plus d'un tiers des dirigeants. À noter que 8 % de l'échantillon aurait subi une hausse de plus de 15 % les deux années.

Par taille, les TPE sont moins nombreuses que les PME à déclarer avoir acheté leur électricité en 2022 à un prix unitaire moyen supérieur à celui de 2021 (42 % contre 53 %). Pour 2023, les TPE seraient moins exposées aux fortes hausses des prix de l'électricité: 30 % d'entre elles s'attendent à acheter leur électricité à un prix supérieur de 15 % à celui de 2021, contre 54 % des PME.

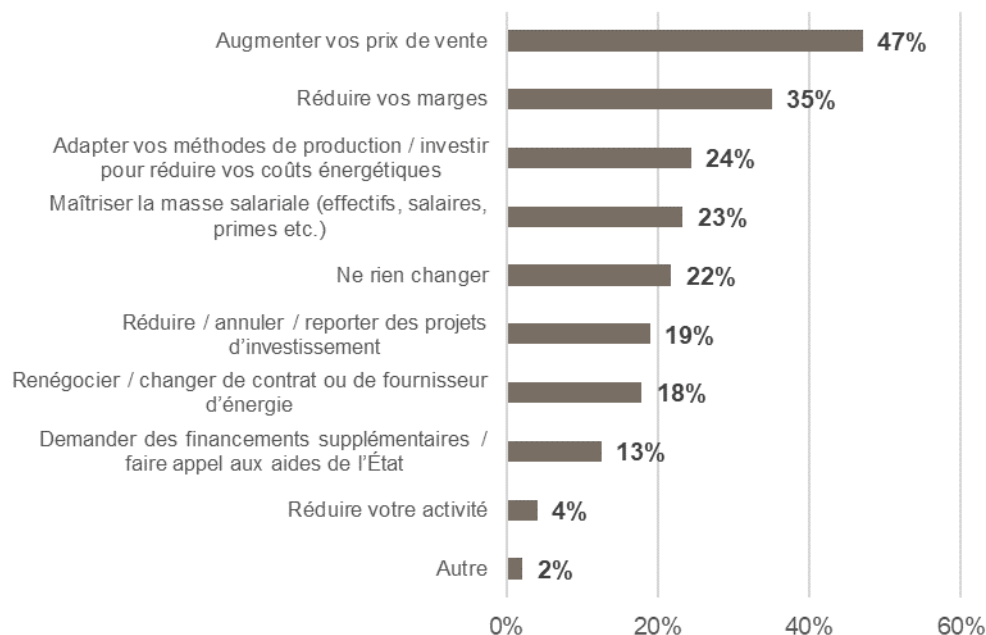
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Salaires, prix et problématiques énergétiques (4/6)



- Comment comptez-vous principalement faire face à cette l'évolution des prix de l'électricité ?

Actions mises en place pour faire face à l'évolution des prix de l'électricité



Afin de faire face à l'évolution des prix de l'électricité, près de la moitié des PME / TPE compte augmenter les prix de vente (47 % d'entre elles) tandis que plus du tiers (35 %) pense réduire leurs marges. Près d'un quart compte adapter leurs méthodes de production et/ou investir pour réduire les coûts énergétiques (24 %), ou encore maîtriser leur masse salariale (23 %). Dans une moindre mesure, les dirigeants citent la remise en cause ou le report de projets d'investissement (19 %) et le changement de contrat ou fournisseur d'énergie (18 %) comme moyens pour faire face à l'évolution des prix de l'électricité.

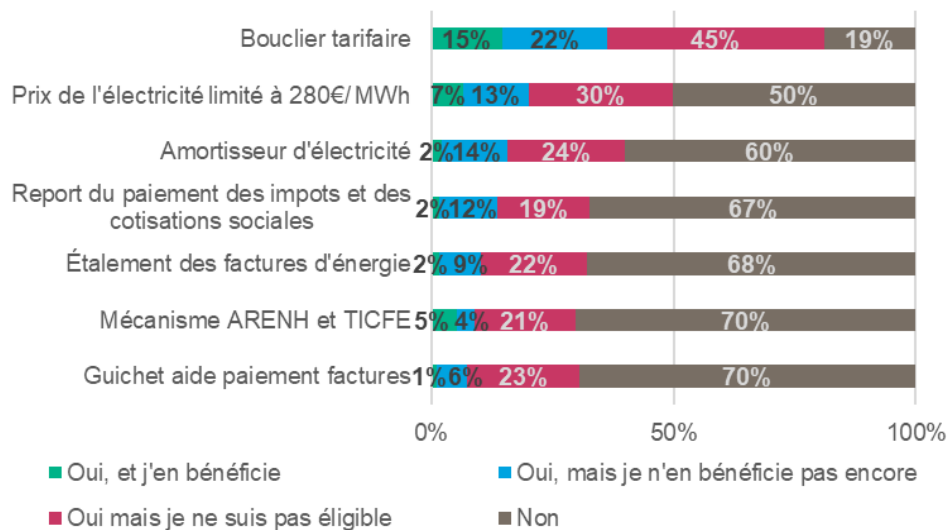
À noter qu'elles sont 4 % à envisager réduire leur activité afin de faire face à l'évolution des prix de l'électricité.

Salaires, prix et problématiques énergétiques (5/6)



- Avez-vous connaissance de ces dispositifs d'aides ?

Connaissance des dispositifs d'aides



Peu de dirigeants de PME / TPE déclarent bénéficier d'aides, principalement en raison d'une très faible connaissance des dispositifs mis à leur disposition.

Seul le bouclier tarifaire* est connu par une large majorité des dirigeants (81 % d'entre deux). Les autres dispositifs sont méconnus par au moins la moitié des dirigeants.

Les PME / TPE faisant face à de fortes hausses du prix de l'électricité (supérieures ou égales à 15 % entre 2021 et 2022) semblent avoir une meilleure connaissance des aides. Elles sont, par exemple, 51 % à connaître l'amortisseur d'électricité contre 40 % toutes entreprises confondues.

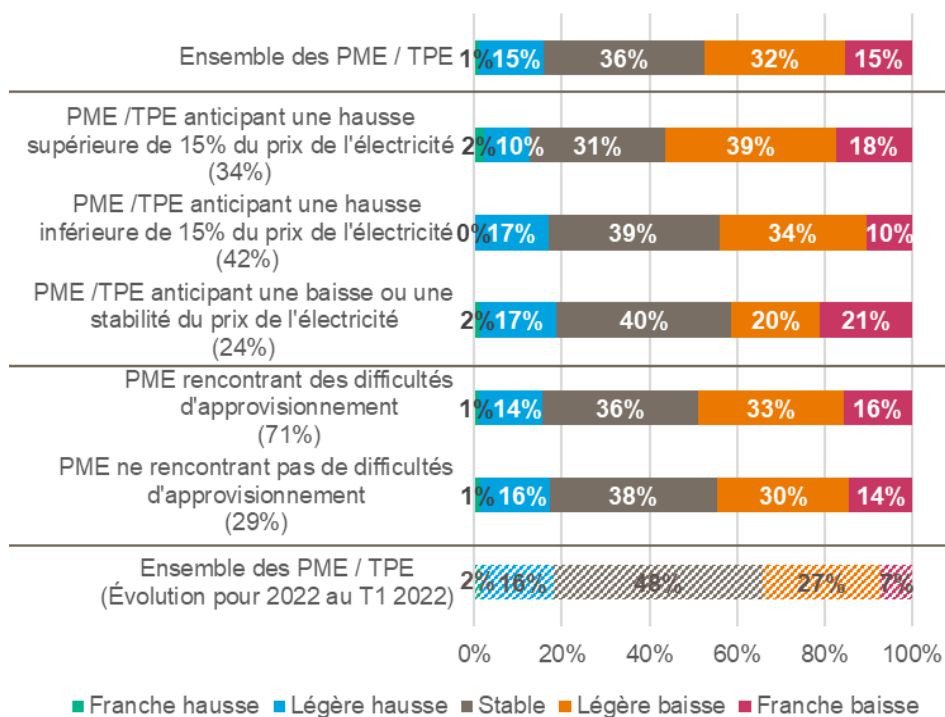
* Seules les TPE sous certaines conditions sont éligibles

Salaires, prix et problématiques énergétiques (6/6)



- Par rapport à 2022, quelle évolution de la marge nette de votre entreprise anticipez-vous en 2023 ?
- Quelle est la hausse / baisse de marge anticipée ?

Évolution anticipée de la marge nette en 2023



Malgré des prix anticipés en moyenne plus dynamiques que les salaires en 2023 (+4,3 % contre +3,5 %), près de la moitié (48 %) des PME / TPE anticipent une dégradation de leur marge nette cette année (32 % attendent une légère baisse et 15 % une franche baisse). Cette proportion est en hausse de 14 points comparé à il y a un an pour 2022. 16 % des entreprises prévoient à l'inverse une amélioration de leur marge nette en 2023, et 36 % une stabilisation de celle-ci (contre respectivement 18 % et 48 % il y a un an).

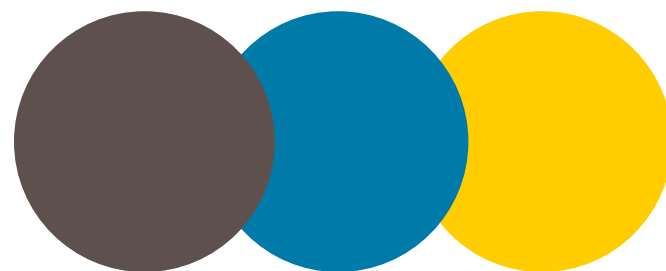
La marge nette des PME / TPE serait en moyenne en baisse de 3,8 % en 2023. Près d'un quart (23 %) s'attendent à une baisse de leur marge nette de plus de 5 %, une baisse de plus de 10 % concernerait 10 % des PME / TPE.

Les 71 % de PME / TPE qui rencontrent des difficultés d'approvisionnement anticipent un peu plus fréquemment une baisse de leur marge nette que celles qui n'en rencontrent pas (49 % contre 44 %) quand bien même elles sont plus nombreuses à prévoir d'augmenter leurs prix de vente (66 % contre 50 % de celles ne rencontrant pas de difficultés d'approvisionnement).

Les PME / TPE qui s'attendent à une hausse de leur prix d'achat de l'électricité supérieure ou égale à 15 % entre 2022 et 2023 sont plus nombreuses à anticiper une baisse de leur marge nette (56 % contre 44 % de celles anticipant une hausse inférieure de 15 %). Cette baisse serait en moyenne de 3,5 % dans leur cas.

03.

Focus – Point sur le Prêt Garanti par l'État



Point sur le Prêt Garanti par l'État (1/2)

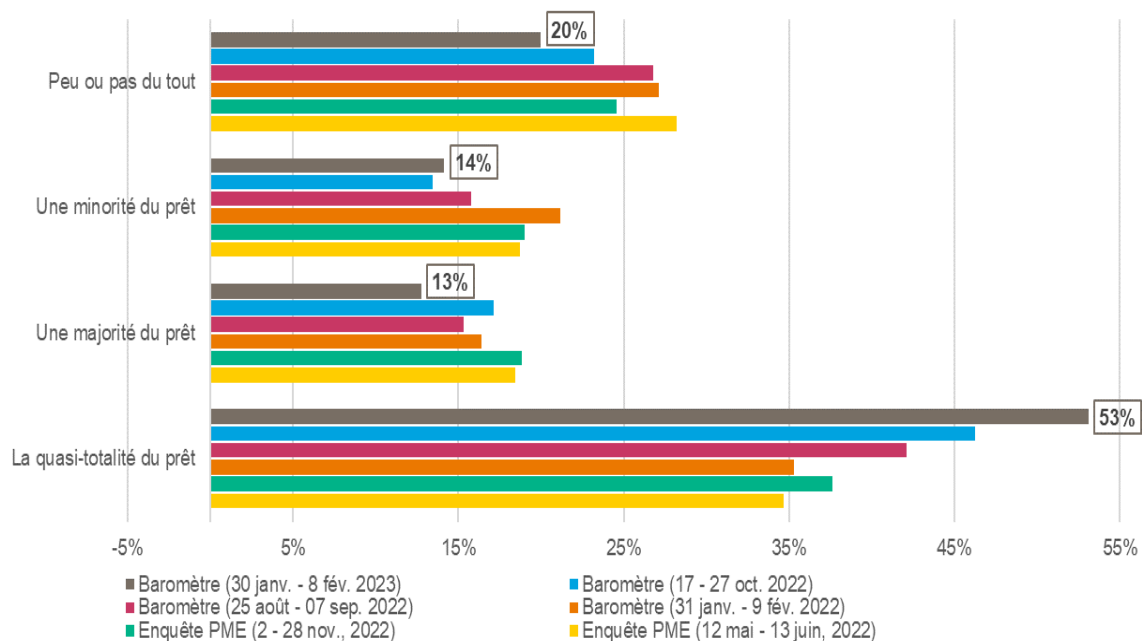


- Depuis le début de la crise de la pandémie, avez-vous sollicité ou comptez-vous solliciter le dispositif du Prêt Garanti par l'État (PGE) pour surmonter la crise ?
- Si vous avez obtenu un PGE, quel montant avez-vous déjà utilisé ?

Parmi les 62 % des PME / TPE répondantes ayant obtenu un Prêt Garanti par l'État, 66 % ont utilisé plus de la moitié du montant accordé (63 % dans l'enquête réalisée en octobre), dont 53 % ont utilisé la quasi-totalité de leur prêt, une proportion en forte hausse sur le trimestre (46 % il y a 3 mois).

14 % d'entre elles déclarent n'en avoir utilisé qu'une minorité et 20 % indiquent n'avoir que « peu ou pas du tout » utilisé le montant de leur PGE (une proportion en recul de trois points par rapport au trimestre précédent).

Montant du PGE utilisé



Base : PME ayant bénéficié d'un PGE
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Point sur le Prêt Garanti par l'État (2/2)



- Si vous avez obtenu un PGE, à quel moment envisagez-vous de le rembourser ?

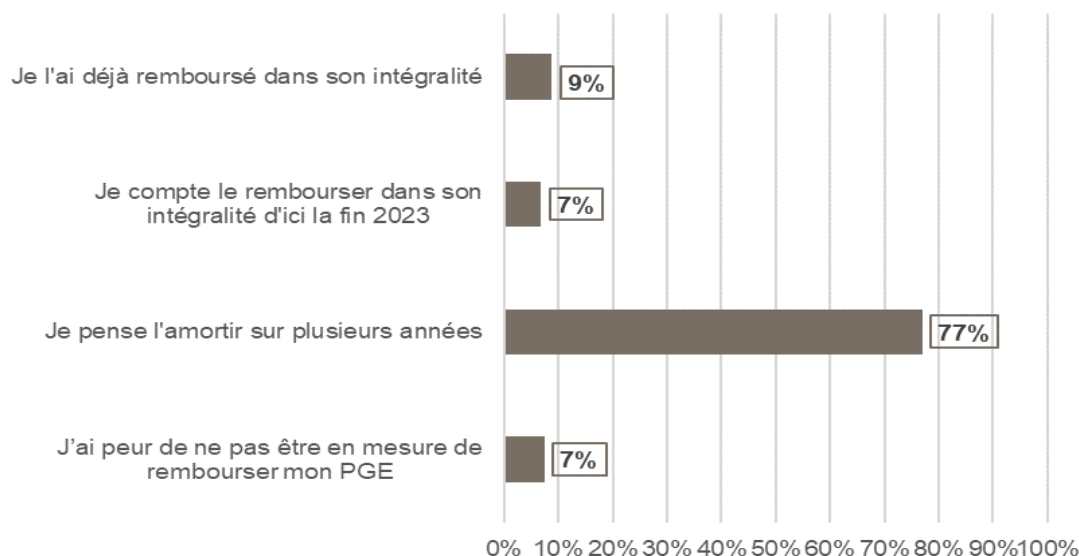
16 % des dirigeants interrogés et ayant obtenu un PGE l'ont déjà remboursé dans son intégralité ou comptent le rembourser intégralement d'ici la fin de cette année.

Une large majorité de dirigeants comptent l'amortir sur plusieurs années (77 % d'entre eux).

La proportion de dirigeants craignant de ne pas être en mesure de rembourser leur PGE s'établit à 7 %. Elle est en baisse de deux points par rapport au trimestre précédent et sur un an.

↳ A titre de comparaison, les résultats de la dernière enquête de conjoncture Bpifrance Le Lab* auprès des PME / TPE, basés sur un échantillon plus important, font part d'une proportion un peu plus faible de dirigeants craignant ne pas pouvoir rembourser leur PGE (5 %).

Remboursement envisagé du PGE



Base : PME ayant bénéficié d'un PGE
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

04.

Méthodologie



Interrogation par voie numérique de 2 226 dirigeants de PME/TPE du 30 janvier au 08 février 2023. L'analyse en première partie porte sur les 576 premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur 574 PME/TPE, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.

Champ : PME/TPE des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur les difficultés d'approvisionnement, les hausses de prix et salaires, les problématiques énergétiques et le PGE) comporte **10 questions autour de trois axes**.

Trésorerie, délais de paiement,
financement court terme

Investissement, financement
de l'investissement

Freins
à la croissance

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

05.

**Au sujet de...
Bpifrance Le Lab et
Rexecode**





Rexecode

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

Bpifrance Le Lab

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 60 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif ainsi que sur les voies et moyens d'une transition énergétique compatible avec le développement de l'économie.

Rexecode